

Camille AYNÈS

Maître de conférences en droit public

Université Paris Nanterre
Bâtiment Simone Veil (UFR DSP) – Bureau F.422
200 avenue de la République
92 001 Nanterre Cedex
Tél : + 33 (0)7-69-29-10-43
camille.aynes@eui.eu



I. DOMAINES ET THÉMATIQUES DE RECHERCHE

Domaines de recherche :

(Science et histoire du) droit constitutionnel français et comparé
Droit des libertés
Histoire de la pensée et des institutions juridiques
Droit pénal (histoire, philosophie, théorie)

Thématiques de recherche :

Notion de citoyenneté – Droits civiques et politiques (droit de vote et d'éligibilité)
Groupes vulnérables (détenus ; personnes en situation de handicap cognitif)
Judiciarisation et moralisation de la vie politique (responsabilité pénale et politique des gouvernants ; probité)

II. FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- *avr-mai 2024* **Chercheuse invitée (Visiting Scholar)** | UNIVERSITA DEGLI STUDI DI MILANO STATALE (It.)
- *Sept. 2023-* **Maître de conférences** en Droit public | UNIVERSITE PARIS NANTERRE
 - Membre du Centre de Théorie et Analyse du Droit (UMR CNRS 7074) – Équipe CREDOF
 - Chercheuse associée de l'Institut Villey pour la culture juridique et la philosophie du droit (Université Paris Panthéon-Assas) – depuis 2020
- *2022 -2023* **Enseignante-chercheuse contractuelle** en Droit public | ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE (ULM)
Département de Sciences sociales, Parcours « Droit » et « Politiques publiques » (mi-temps)
- *2021-2022* **Chercheuse postdoctorale** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE (Centre de Théorie et Analyse du Droit, UMR CNRS 7074)

Lauréate d'un contrat post-doctoral en Sciences humaines et sociales financé par la ComUE Université Paris Lumières (CNRS, Univ. Paris Nanterre et Univ. Paris 8)
Financement obtenu sur projet de recherche : *La citoyenneté comme inclusion sociale*
Superviseur scientifique : Madame la Professeure Véronique Champeil-Desplats
- *2018-2021* **Chargée de travaux dirigés en Droit public (vacataire)** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE & UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE (PARIS SACLAY)
- *2016-2018* **Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche** en Droit public (demi-ATER)| UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE (PARIS-SACLAY)
- *2012-2015* **Doctorante contractuelle** | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE
Contrat doctoral de 3 ans et financement de la 4^e année par l'IUE de Florence
- *2010-2011* **Assistante de recherche** en Droit public | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE

III. FORMATION ACADÉMIQUE

▶ Études de Droit

- 2021 **Qualification** aux fonctions de Maître de conférences par le CNU en **droit public** (section 02) et en **philosophie** (section 17)
- 2012 -2020 **Doctorat en Sciences juridiques** | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE
Thèse : *La privation des droits civiques et politiques. L'apport du droit pénal à une théorie de la citoyenneté*
Directeurs de thèse : M. le Professeur Loïc AZOULAI et M. le Professeur Olivier BEAUD
Thèse soutenue le 21 septembre 2020 à l'IUE de Florence devant un jury composé de :
M. le Prof. Loïc Azoulai (Sciences-Po Paris/anciennement IUE)
M. le Prof. Olivier Beaud (Univ. Paris II Panthéon-Assas)
M. le Prof. Xavier Pin (Univ. Jean Lumière Lyon III – Rapporteur)
M. le Prof. Christoph Schönberger (Univ. de Cologne, All. – Rapporteur)
N.B. : En raison de la diversité des systèmes universitaires européens, le doctorat est délivré à l'IUE sans mention
 - **Prix de thèse Dalloz 2021**
 - **Prix de thèse Joinet/Varenne 2021** (Catégorie « Concepts fondamentaux du droit constitutionnel ») délivré par l'Institut francophone pour la justice et la démocratie (IFJD – auparavant Institut universitaire Varenne).
 - **Mention spéciale du prix de thèse Vendôme 2021** attribué par le ministère de la Justice et l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ) pour une thèse de droit pénal ou de procédure pénale
- 2011-2012 **LL.M. « Comparative, European and International Laws »** | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE (L'Institut ne délivre pas de mention)
- 2008-2009 **Master 2 Recherche « Droit pénal et politique criminelle en Europe » (Option Droit comparé)** | UNIVERSITE PARIS I PANTHEON-SORBONNE
Sujet de mémoire : *Le lien de causalité dans les infractions d'omission* (98 p.)
MENTION ASSEZ BIEN
- 2007-2008 **Master 1 Carrières judiciaires et sciences criminelles** | UNIVERSITE PARIS PANTHEON-ASSAS
MENTION ASSEZ BIEN
- 2006-2007 **Licence en droit, Option « Droit public »** | UNIVERSITE PARIS PANTHEON-ASSAS

▶ Études de Philosophie

- 2003-2005 **Master de Philosophie politique** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE
Sujet : *La raison d'État dans l'œuvre de Giovanni Botero : la question de la « ratio »* (173 p.)
Maîtrise faite à l'Université Ca' Foscari (Venise, Italie) – Échange Érasmus
MENTION TRÈS BIEN
- 2002-2003 **Licence 3 de philosophie** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE
MENTION TRÈS BIEN
- 2000-2003 **Classes Préparatoires aux Grandes Écoles (Hypokhâgne-Khâgne)** | LYCEE FENELON (Paris)
ADMISSIBLE À L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (ENS-LSH), Spécialité Philosophie
- 2000 **Baccalauréat littéraire (spécialité Mathématiques)** | LYCEE BLANCHE DE CASTILLE (78)
MENTION TRÈS BIEN

IV. ENSEIGNEMENTS

ENSEIGNEMENTS EN DROIT

1.1. Cours magistraux et séminaires (en français et en anglais)

- 2023-2024 **LIBERTES FONDAMENTALES 2 : DROIT DES DISCRIMINATIONS (22h CM)**
UNIVERSITE PARIS NANTERRE | Licence 3 droit
- 2023-2024 **HUMAN RIGHTS (24h CM)**
UNIVERSITE PARIS NANTERRE | Master 1 Droit public
- 2023-2024 **RAISONNEMENT JURIDIQUE (20h CM)**
UNIVERSITE PARIS NANTERRE | Licence 1 Droit
- 2023-2024 **DROIT DE L'UNION EUROPEENNE (30h CM)**
UNIVERSITE PARIS NANTERRE | Licence 3 Droit
- Nov. 2023 **DROIT CONSTITUTIONNEL COMPARE (2h séminaire)**
UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN | Master 2 Droit public (invitée dans le cadre du programme 2023-2024 « Louvain Global College of Law »)
- 2022-2023 **AMERICAN CONSTITUTIONAL LAW (24h CM)**
ENS/UNIVERSITE PARIS NANTERRE | Master 1 « Systèmes juridiques et droits de l'homme »
- 2021-2023 **DROIT CONSTITUTIONNEL (48 h CM)**
ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE (Paris), Département de Sciences sociales | Bac+3 et plus
- 2021-2023 **DROIT INSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPEENNE (48 h CM)**
ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE (Paris), Département de Sciences sociales | Bac+3 et plus
- 2008-2009 **INTRODUCTION AUX GRANDES NOTIONS DU DROIT (4 h.)**
CPGE LITTERAIRES (KHAGNE), Lycée Condorcet (Paris)

1.2. Travaux dirigés (en formation initiale)

- | | | |
|-------------|---|----------------------------|
| ▪ 2016-2024 | DROIT CONSTITUTIONNEL (L1)
UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE
<i>Équipes des Professeurs O. Bui-Xuan, T. Pasquiet-Briand et F. Poulet</i> | Total de 220 heures |
| ▪ 2019-2021 | DROIT ADMINISTRATIF (L2)
UNIVERSITE PARIS NANTERRE <i>Équipe de Mme la Professeure S. Boussard</i> | Total de 90 heures |
| ▪ 2019-2020 | DROIT DES LIBERTES FONDAMENTALES (L3)
UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE <i>Équipe de Mme C. Brice-Delajoux</i> | Total de 36 heures |
| ▪ 2016-2017 | METHODOLOGIE JURIDIQUE (L1)
UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE (Paris Saclay) | Total de 6 heures |

AUTRES ENSEIGNEMENTS

- Déc. 2023 **Intervenante dans l'option « Droit et grands enjeux du monde contemporain »** en classe de terminal, Lycée Alain du Vésinet (en partenariat avec le Rectorat de Versailles)
- 2005-2008 **Enseignante contractuelle, Stages « PRÉPA SCIENCES-PO »**
(8 semaines par an)
 LYCEE LAKANAL (Sceaux, 92) – **TOTAL DE 90 HEURES**
 Préparation intensive d'été d'étudiants de niveau Bac + 0, Bac +1 et Bac +3 à l'épreuve d'Italien du concours d'entrée à Sciences-Po Paris et des I.E.P de province

V. TRAVAUX DE RECHERCHE

A. LISTE DES PUBLICATIONS

> **Ouvrages [2]**

- *La privation des droits civiques et politiques. L'apport du droit pénal à une théorie de la citoyenneté*, Paris, Dalloz, Collection « Bibliothèque des thèses », vol. 211, 2022, 514 p. [monographie]
- *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté* (dir.), IFJD-Institut Joinet, coll. « Transition & Justice », vol. 20, décembre 2023, 302 p. [ouvrage collectif]

> **Direction d'un numéro spécial [1]**

- Direction du numéro thématique sur la citoyenneté [17 contributions], *Revue des droits de l'homme*, n° 22, sept. 2022

> **Articles dans des revues à comité de lecture et dans des ouvrages collectifs [13]**

- « Juger les ministres en Italie : la suppression de tout privilège de juridiction. Regards depuis la France », in Eleonora BOTTINI, Franck LAFAILLE et Nicoletta PERLO (dir.), *La Constitution italienne à 75 ans : perspectives depuis la France*, Société de législation comparée, 2024 (à paraître)
- « Perdre ses droits plutôt que sa nationalité : la "déchéance de citoyenneté", alternative possible et opportune à la déchéance de nationalité ? », in Sabine CORNELOUP et Étienne PATAUT (dir.), *Perdre sa nationalité*, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2024 (à paraître) (70 000 signes)
- « La protection des droits fondamentaux par le Parlement dans le cadre de la détermination de la responsabilité pénale des ministres en Italie », in Audrey BACHERT-PERETTI et Priscilla JENSEL-MONGE (dir.), *Les droits fondamentaux. Quels enjeux pour le Parlement ?*, Mare & Martin, 2023, p. 161-181
- « Citoyenneté et dignité. L'inclusion des criminels et des "incapables" au corps des citoyens », *Revue des droits de l'homme*, n° 22, sept. 2022 (73 000 signes)
- « La double face de la citoyenneté : propos introductifs », *Revue des droits de l'homme*, n° 22, sept. 2022 (21 000 signes)
- « Un vice d'une particulière gravité : le manquement à l'impartialité – Note sous Conseil d'État, 25 novembre 2021, *Collectivité de Corse*, n° 454466 », *Revue française de droit administratif*, juill. 2022, n° 3, p. 501-512
- « La "justice politique" en Italie. Les affaires *Matteo Salvini*, entre droit et politique », *Revue du droit public*, n° 2, mars 2022, p. 577-610
- « Pandémie et citoyenneté. Un irresponsable cesse-t-il d'être citoyen ? », *La Semaine juridique. Administrations et Collectivités territoriales*, n° 3, janv. 2022, p. 61 s.
- « Le droit de se porter candidat aux élections : observations sur le droit français de la probité à la lumière de la jurisprudence récente de la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2021, chron. n° 41 (70 000 signes)
- « Le vote du "fou" : citoyenneté et capacité à la lumière de la réforme du 23 mars 2019 », *Jus Politicum. Revue de droit politique*, n° 26, 2021, p. 225-255
- « L'impartialité du pouvoir hiérarchique dans la protection fonctionnelle de l'agent public », *Revue française de droit administratif*, n° 2, mars-avril 2021, p. 349-360
- « La citoyenneté politique dans l'Union européenne à l'épreuve de la sanction pénale de la privation des droits politiques », *Revue trimestrielle de droit européen*, n° 3, juill.-sept. 2019, p. 603-627

- « La privation des droits politiques en France et aux États-Unis », in Olivier BEAUD et François SAINT-BONNET (dir.), *La citoyenneté comme appartenance au corps politique*, Paris, Éd. Panthéon-Assas, 2021, p. 219-242

> **Chroniques d'actualité, recension et autre [6]**

- « De l'"indignité" des hommes politiques. Éléments de réflexion à partir de l'affaire Quatennens », *Blog Jus Politicum*, janv. 2023 (19 000 signes)
- « La déchéance des parlementaires au regard de l'affaire Quatennens », *Blog Le Club des juristes*, janv. 2023
- « La responsabilité pénale des gouvernants en Italie : à propos des poursuites contre l'ancien ministre de l'Intérieur pour séquestration de migrants en Méditerranée », *Blog Jus Politicum*, janv. 2021
- « Le vote des résidents d'un Ehpad manipulé lors du premier tour des élections municipales ? Retour sur la question de l'accès aux urnes des personnes dont les facultés intellectuelles sont altérées », *Blog Jus Politicum*, juin 2020
- Recension de Olivier Camy, *Droit constitutionnel critique*, L'Harmattan, « Logiques juridiques », Paris, 2007, publiée dans *Erytheis*, Revue d'Études en Sciences de l'homme et de la société, 2007
- Résumé de la thèse : « La privation des droits civiques et politiques. L'apport du droit pénal à une théorie de la citoyenneté », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2021, thèse n° 11

> **Traductions [4]**

- Luigi Ferrajoli, « La contradiction entre l'égalité des droits fondamentaux et la citoyenneté comme statut d'exclusion », in Olivier BEAUD, Catherine COLLIOT-THELENE et Jean-François KERVEGAN (dir.), *Droits subjectifs et citoyenneté*, Classiques Garnier, 2017, p. 167-183
- Mauro Bonazzi, « Protagoras » et Mauro Bonazzi, « Lycophron », in Jean-François PRADEAU (dir.), *Les sophistes*, Paris, Flammarion, 2009, T. I, p. 45-90 et p. 335-340
- Paolo Cristofolini, « Spinoza », in Jean-François PRADEAU (dir.), *Histoire de la philosophie*, Paris, Seuil, 2009, p. 299-312
- Franco Ferrari, « Platon et la théorie des principes » et Mario Vegetti, « Royauté et philosophie chez Platon », in Luc BRISSON et Francesco FRONTEROTTA (dir.), *Lire Platon*, Paris, PUF, 2006, p. 135-143 et p. 209-227

B. LISTE DES COMMUNICATIONS

> **Colloques nationaux et internationaux [9]**

- « La détermination des titulaires du droit de participer aux élections politiques, point de résistance à l'internationalisation du droit électoral », Colloque *L'internationalisation du droit des élections politiques* organisé par Romain Rambaud, Romain Tinière et Manon Bonnet, Université Grenoble Alpes, Grenoble, 27-28 juin 2024
- « Juger les ministres en Italie : la suppression de tout privilège de juridiction », Colloque international *La Constitution italienne à 75 ans : perspectives depuis la France*, organisé par Eleonora Bottini, Franck Lafaille et Nicoletta Perlo, Université de Caen Normandie, 1^{er} et 2 décembre 2023
- « La protection des droits fondamentaux par le Parlement dans le cadre spécifique de la détermination de la responsabilité pénale des ministres en Italie », Colloque *Les droits fondamentaux – Quels enjeux pour le Parlement ?*, organisé par Audrey Bachert-Peretti et Priscilla Jensel-Monge, Aix-Marseille Université, 24-25 juin 2022

- « Entre particularisme de l'appartenance et universalisme des droits : les tensions de la citoyenneté », Colloque *Protection sociale, citoyenneté sociale – Fondements philosophiques*, organisée par Gregory Bligh et Claire Marzo, Laboratoire « Marchés, Institutions, Libertés » de l'Université Paris-Est Créteil, 23 mai 2022
- « Citoyenneté, non-discrimination et dignité de la personne », Colloque *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté*, Université Paris Nanterre, CTAD-CREDOF, 24-25 mars 2022
- « La finalité de la sanction de privation des droits civiques. La dimension punitive en question », Colloque international *La citoyenneté comme appartenance au corps politique*, organisé par Olivier Beaud et François Saint-Bonnet, Université Paris II Panthéon-Assas, 9 et 10 mars 2017
- « Citoyenneté et droit pénal à l'âge de la Révolution française », Colloque international *La citoyenneté : institution d'intégration ou de dissociation ?*, organisé par Dieter Gösewinkel, Institut d'Études Avancées de Paris, 28 mai 2014
- « La thèse de l'indétermination dans les *Critical Legal Studies* ». Communication présentée en qualité de discutante, Colloque International de Philosophie *Le souci du droit. Où en est la théorie critique ?*, organisé par les Universités Paris VII, Paris VIII et le Collège International de Philosophie, 16 et 17 octobre 2008

> **Journées d'étude, séminaires/Ateliers/Conférences [18]**

- « L'accès au bureau de vote : accompagnement dans l'isoloir et sincérité du scrutin », Journée d'étude *Déficience intellectuelle et élections*, organisé par le Lab-LEX, sous la direction de Vincent Boyer et Jeanne Charlottin, Université Bretagne Sud, Vannes, 23 mai 2024
- « Les réformes possibles du droit de la responsabilité des ministres en France et en Italie : disqualification, peines d'inéligibilité, sanctions politiques », Séminaire *Responsabilité(s) des gouvernants face à la crise. Étude franco-italienne des tensions entre responsabilité juridique et politique*, organisé par Eleonora Bottini (Université de Caen) et Antonia Baraggia (Université Statale de Milan), Paris, 29-30 novembre 2023
- « Perdre ses droits civiques et politiques, perdre sa citoyenneté : perspectives de droit européen et de droit constitutionnel français et comparé », Conférence dans le séminaire de Master 2 « Droit constitutionnel comparé » du Professeur Marc Verdussen, Université catholique de Louvain, Louvain (Belgique), 15 novembre 2023
- « Perdre sa nationalité ; perdre ses droits : les alternatives à la déchéance de nationalité », Séminaire annuel *Perdre sa nationalité*, dirigé par Sabine Corneloup et Étienne Pataut, IRJS (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Institut de droit comparé (Paris II Panthéon-Assas), 21 juin 2023
- « La justice politique en Italie. Les affaires *Matteo Salvini* », Séminaire *Responsabilité(s) des gouvernants face à la crise. Étude franco-italienne des tensions entre responsabilité juridique et politique*, organisé par Eleonora Bottini et Antonia Baraggia, Università degli Studi di Milano Statale, Milan (Italie), 30-31 mai 2023
- « Des peines d'exclusion des condamnés aux sanctions de (ré-)éducation à la citoyenneté. Réflexions sur la citoyenneté et la civilité », *Séminaire annuel de recherche interdisciplinaire sur la citoyenneté en Europe*, organisé par Tristan Coignard et Maiwenn Roudaut, Centre March Bloch de Berlin/Université Bordeaux et Nantes/IUF, 10 février 2023
- « Le "mauvais citoyen" condamné pénalement cesse-t-il d'être citoyen ? L'indissociabilité du droit pénal et du droit public pour saisir la notion de citoyenneté », Conférence à destination des chercheurs et des étudiants du Master 2 de droit pénal et des Masters 2 de droit public, CURAPP/CEPRISCA (Centre de droit privé et de Sciences criminelles d'Amiens), Université de Picardie Jules Verne, 28 mars 2022
- « Pensare la cittadinanza a partire dalla figura del non-cittadino : l'esempio del condannato », intervention dans le séminaire *Crise de la représentation et nouvelles formes de démocratie* organisé par Marco Fioravanti, Professeur d'Histoire du droit (Rome 2), dans le cadre de sa direction de programme au Collège International de Philosophie, CIPH/Université Rome 2 Tor Vergata, 18 novembre 2021, Rome
- « Déchéance de nationalité *versus* "déchéance de citoyenneté" : la protection de l'État et des intérêts de la Nation », Séminaire de recherche du Laboratoire Marchés, Institutions, Libertés (MIL), organisé par Manon Altwegg-Boussac, Université Paris-Est Créteil, 10 novembre 2021
- « La citoyenneté comme inclusion sociale : réflexions sur les rapports entre démocratie et égalité des droits », Séminaire du Centre de Recherches et d'Études sur les Droits Fondamentaux (CREDOF), Université Paris Nanterre, 21 octobre 2021

- « Capacité civile et capacité électorale : les enjeux juridiques et philosophiques de leur dissociation par la loi du 23 mars 2019 », Séminaire de philosophie du droit *Capacité(s) et vulnérabilité(s) du sujet de droit* organisé par Benoît Eyraud, Fabrice Gzil et Clotilde Nouët, Espace Éthique Île-de-France, Paris, 9 avril 2021
- « Pour une analyse en creux de la notion de citoyenneté à partir des figures de l'"indigne" et de l'"incapable" », Séminaire interdisciplinaire *Réflexion sur l'usage de la dynamique des marges en sciences humaines et sociales*, Université Paris Nanterre, 2 avril 2021
- « La citoyenneté politique dans l'Union européenne : d'un statut transnational à un statut supra-national », Séminaire de philosophie du droit *Cosmopolitisme et justice globale* organisé par Isabelle Delpla dans le cadre du programme LABEX COMOD, Université de Lyon, 15 décembre 2020
- « La déchéance de citoyenneté : présentation de la thèse », Séminaire général de l'École doctorale Georges Vedel, Université Paris II Panthéon-Assas, 5 octobre 2020
- « H. L. A. Hart et la question de la définition de la peine », Discutante, Atelier de Philosophie du droit, Institut Michel Villey (Université Paris II Panthéon-Assas) et PhiCo/NoSoPhi (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 3-4 juillet 2017
- « Citoyenneté et moralité », Atelier doctoral de Philosophie du droit, Institut Michel Villey (Université Paris II Panthéon-Assas) - NoSoPhi (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 29 et 30 juin 2015
- « Citizenship and Criminal Law in the European Union », Séminaire doctoral *Transnational Citizenship : Theories, Laws and Practices*, organisé par Rainer Bauböck, Institut Universitaire Européen, Florence, 5 mars 2013
- « Justice pénale, justice réparatrice ("*restorative justice*") : la question de la reconnaissance de la victime dans la philosophie républicaine (Philip Pettit, John Braithwaite) », Séminaire de Philosophie Politique du Laboratoire SOPHIAPOL, Université Paris Nanterre, 27 avril 2006

> **Diffusion de la recherche**

- Podcast juridique « Obiter Dictum », réalisé par Maître Grégory Marson et Pierre-Édouard Belouet, diffusé le 23 janvier 2023 (enregistrement de 62 minutes) <https://soundcloud.com/obiterdictum-podcast/ep-11-camille-aynes-la-citoyennete-vue-du-droit-penal>

Le podcast *Obiter Dictum* se propose de parler droit et culture juridique en abordant toutes les branches du droit. Il compte parmi ses invités précédents les Professeurs Olivier Beaud, Grégoire Bigot, Francesco Martucci, Thomas Perroud, etc. et des avocats

VI. ACTIVITÉS EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION ET DE RECHERCHE

Participation à des activités de recherche

- 2023-2025 **GIP Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ)**
Responsabilité(s) des gouvernants face aux crises. Étude franco-italienne des tensions entre responsabilité juridique et politique
Projet dirigé par Mesdames les Professeures Eleonora Bottini (Université de Caen Normandie) et Antonia Baraggia (Università Statale de Milan)
Coordinatrice de l'Axe 2 (analytique) du projet, « La part du politique dans le raisonnement des juges de la responsabilité pénale des ministres et de la responsabilité de l'administration en France et en Italie dans les contextes de crise (sanitaire, sécuritaire, migratoire, etc.) »
- 2023- **Observatoire de l'Éthique publique (OEP)**
Membre de l'équipe scientifique
- 2013 **Projet de recherche européen collectif**
Recherche sur l'accès au droit de vote dans l'Union européenne (Projet FRACIT), AFCO
Membre du groupe d'étude sur « Les droits électoraux des citoyens de l'Union résidant dans un pays tiers et sur les droits électoraux des citoyens de pays tiers résidant dans l'Union » (IUE – EUDO-CITIZENSHIP) – Étude publiée par le Parlement européen, 2013
- 2010 **Assistante de recherche en Droit public** (contrat de 150 h.) | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN
Assistante de M. le Professeur Loïc Azoulay
 - Recherches documentaires et bibliographiques (en droit de l'Union européenne, en droit constitutionnel et en théorie du droit)
 - Aide à la préparation d'un séminaire doctoral de recherche en droit de l'Union européenne

Activités éditoriales et d'expertise

- 2012-2016 **Membre du Comité éditorial** de la revue juridique *European Journal of Legal Studies*
INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN (Florence, It.) – Section « Théorie du droit »
- Depuis 2011 **Reviewer** (en anglais, en italien et en français) pour les revues à comité de lecture :
European Constitutional Law Review (Cambridge Univ. Press) ; *Law & Society Review* ; *Jus Politicum* ; *European Journal of Legal Studies* ; *Revue Aequitas : Développement humain, handicap et changement social (revue canadienne)*

Organisation de colloques ou d'ateliers

- 2021-2022 Directrice scientifique et organisatrice du Colloque « *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté* », Centre de Théorie et Analyse du droit, Univ. Paris-Nanterre, 24-25 mars 2022
<https://univ-droit.fr/actualites-de-la-recherche/manifestations/39776-entre-inclusion-et-exclusion>
- 2017 Participation à l'organisation du Colloque international « La citoyenneté comme appartenance au corps politique », Université Paris II Panthéon-Assas, 9 et 10 mars 2017
- 2013-2016 Participation à l'organisation des séances mensuelles de l'Atelier de travail de Philosophie du droit et de philosophie politique de l'Institut Universitaire Européen de Florence

Responsabilité administrative

- 2013-2016 Représentante élue des doctorants français de l'Institut Universitaire Européen de Florence